



CSA-SD carte scolaire – 31 mars 2026

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

La carte scolaire qui se prépare pour la rentrée 2026 est vécue, dans nos écoles et dans nos établissements, comme une attaque directe contre le service public d'éducation et contre nos conditions de travail. Profitant de l'aubaine de la baisse de la démographie française, notre Ministre fait le choix de l'économie, plutôt que celui de la qualité. Nous aurions préféré un choix en adéquation avec les déclarations qui affirment que l'éducation est une priorité. Des investissements à la baisse se traduisent concrètement sur le terrain par la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des personnels.

Cette instance est un moment fort et très attendu par les équipes. C'est à partir du projet annoncé aujourd'hui que les collègues vont commencer à se projeter sur la prochaine rentrée scolaire.

Depuis quelques années s'est amorcée une diminution globale du nombre d'élèves. Cette tendance devrait être une chance pour l'école de la République :

- ***Ce devrait être*** l'opportunité de réduire notablement et durablement le nombre d'élèves par classe afin d'améliorer les conditions d'apprentissage et de réussite de tous les élèves.
- ***Ce devrait être*** l'opportunité d'accroître le nombre d'enseignant.es spécialisés.
- ***Ce devrait être*** l'opportunité d'augmenter le nombre de remplaçants afin de voir renaître une vraie formation continue de qualité, avec des échanges de pratiques dédiés, et des stages longs, notamment sur la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers. Ou encore l'opportunité de ne pas limiter les collègues qui souhaitent bénéficier de leurs droits syndicaux sans priver leurs élèves d'enseignement.

- ***Ce devrait être*** l'opportunité de permettre un meilleur équilibre vie professionnelle/vie personnelle en autorisant toutes les demandes de temps partiel à la quotité voulue, toutes les demandes de disponibilité...

Que nenni ! Ce gouvernement totalement sourd aux appels de la profession, mais aussi aux besoins des élèves et des familles, a opté pour une limitation des coûts et une devise « faire toujours plus avec moins » !

Pourtant, la France reste l'un des pays de l'OCDE où le nombre d'élèves par classe est l'un des plus élevés, en particulier dans le 1er degré.

Pourtant les enquêtes internationales pointent les unes après les autres un niveau faible des élèves français.

Pourtant le quotidien dans les classes et les écoles est trop souvent épuisant : complexité de l'inclusion et difficulté de la gestion des élèves à comportement hautement perturbateur.

Pourtant le moral des enseignants n'a jamais été aussi bas, le nombre de démissions et de demandes de ruptures conventionnelles jamais aussi haut, la volonté de quitter l'Éducation Nationale aussi assumée.

Les enseignants ont besoin de soutien, de formation et de sérénité.

Comment assurer la réussite de tous les élèves quand les moyens humains et financiers diminuent et que les conditions de travail se dégradent ?

L'UNSA Éducation sera particulièrement vigilante quant aux mesures proposées aujourd'hui et continuera à défendre une école publique de qualité et respectueuse des personnels, et si notre vote risque fort de ne pas être en faveur de vos propositions Monsieur l'Inspecteur d'Académie, nous tenons toutefois à saluer le travail effectué par les services de la DSDEN, qui ne sont pas responsables de la politique gouvernementale et remercions l'administration pour la qualité du dialogue social lors du Groupe de Travail préparatoire à cette instance.

Merci pour votre attention.